

Angola/Politique

L'ex-président dos Santos s'efface après quatre décennies de règne

AFP
Luanda/Angola

L'ANCIEN président Jose Eduardo dos Santos a fait samedi ses adieux à la vie politique angolaise qu'il a écrasée de sa présence pendant près de quarante ans en cédant les rênes du parti au pouvoir à son successeur à la tête du pays José Lourenço. Revêtu de la chemise rouge du parti, M. dos Santos a tiré sa révérence de "camarade numéro 1" devant quelque 2.500 délégués du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) réunis en congrès extraordinaire à Luanda. "Aujourd'hui, la tête haute et avec la conviction d'avoir rempli mon rôle, je passe le relais de la direction du parti à son futur président Joao Lourenço", a-t-il déclaré. "Le MPLA a obtenu l'indépendance, maintenu l'intégrité de notre territoire, assuré la conquête de la paix, la réconciliation nationale, la lutte pour la justice sociale et la modernisation de notre

pays", a énuméré l'ancien maître de pays en guise de testament. "Il n'existe aucune activité humaine épargnée par les erreurs, j'assume celles que j'ai faites", a-t-il concédé. Ancien rebelle marxiste, José Eduardo dos Santos, 76 ans, a régné d'une main de fer sur l'Angola de 1979 à 2017. Malade, il n'a pas sollicité l'an dernier le renouvellement de son mandat aux élections et cédé la tête du pays à son ex-ministre de la Défense Lourenço. Mais il avait gardé les rênes du tout-puissant MPLA, au pouvoir depuis l'indépendance en 1975. Sans surprise, les délégués du parti ont élu samedi pour lui succéder Joao Lourenço, seul candidat, avec plus de 98% des voix. Ce passage officiel de témoin vient conclure une année politique tumultueuse. "Le relais entre lui et Lourenço a été chaotique et conflictuel", a résumé pour l'AFP l'analyste Alex Vines, du centre de réflexion britannique Chatham House. En choisissant pour dauphin un cacique de son régime,



Photo : AFP

Jose Eduardo dos Santos a fait ses adieux à la vie politique.

M. dos Santos pensait pouvoir couler une retraite paisible. Ses proches contrôlaient les secteurs stratégiques de l'économie, comme la compagnie pétrolière nationale confiée à sa milliardaire de fille Isabel. Et ses fidèles dirigeaient l'armée et la police. Mais, à la surprise générale, celui qui était présenté comme le "docile" Joao Lourenço s'est vite affranchi de l'autorité de son prédécesseur en s'attaquant de front à son empire. Au nom de la relance d'une économie en crise et de la lutte contre la corruption, il a débarqué Isabel dos

Santos de la direction de la Sonangol et son demi-frère Jose Filomeno, dit Zenu, de celle du fonds souverain du pays. En quelques mois, la plupart des proches du clan dos Santos ont été méthodiquement écartés de la tête des institutions, des entreprises publiques et du parti. Ce grand ménage a vivement irrité l'ancien président. "Les changements sont nécessaires mais ne devraient pas être aussi radicaux", avait lancé M. dos Santos en décembre dernier. En coulisses, leur bras de fer s'est prolongé jusqu'au dernier jour. M. dos Santos aurait volontiers joué les prolongations à la présidence du MPLA jusqu'en avril 2019, mais M. Lourenço le lui a refusé en fixant d'autorité son départ à samedi. Sitôt investi à la tête du parti, le chef de l'Etat a répété devant ses militants son intention d'éradiquer la corruption, sans craindre d'égrotter publiquement son prédécesseur. "Nous ne construirons un avenir meilleur qu'en corrigeant ce qui ne va pas", a-

t-il dit. "Nos maux sont la corruption, le népotisme, la flatterie et l'impunité qui ont régné ces dernières années dans notre pays et fait tant de mal à notre économie". M. Lourenço a ensuite longuement fustigé, sans les nommer, "ceux qui se sont enrichis facilement, illicitement et donc de façon injustifiable aux dépens (...) de tous les Angolais". "Ces maux sont notre ennemi numéro 1, nous avons le devoir de les combattre et de les vaincre", a-t-il conclu. Le chef de l'Etat et du parti a aussi répété sa volonté de s'atteler à concrétiser le "miracle économique" qu'il promet depuis des mois à la population angolaise. Chômage endémique, croissance en berne, déficits inquiétants, le deuxième producteur pétrolier d'Afrique subsaharienne ne s'est toujours pas remis de la chute en 2014 des prix du baril. Sa tâche reste immense d'ici aux élections générales de 2022, mais il dispose maintenant de tous les leviers pour y parvenir.

L'Afrique en bref

Burkina Faso : Roch Marc



Photo : AFP

Christian Kaboré a promis "d'éradiquer le fléau" des opérations jihadistes. Le président burkinabè Roch Marc Christian Kaboré a promis samedi de nouvelles "dispositions sécuritaires" pour "éradiquer le fléau" des opérations jihadistes après une série d'attaques dans l'est du pays qui a fait une vingtaine de morts en un mois. "Je voudrais rassurer (sur le fait) que des dispositions seront prises pour non seulement éradiquer ce fléau (...) mais également neutraliser définitivement ceux qui, tous les jours, contribuent à tuer des Burkinabè", a déclaré le président Kaboré.

Soudan du Sud : Crash d'un avion

Dix-neuf personnes ont été tuées dimanche quand un petit avion de ligne s'est abîmé dans un lac du centre du Soudan du Sud, a annoncé à l'AFP un responsable régional. L'avion, qui transportait 23 personnes, s'est écrasé dans la ville de Yirol (centre) au moment de l'atterrissage, a déclaré le régional de l'information, Taban Abel Aguek. "Le nombre de morts confirmés est de dix-neuf et quatre personnes ont survécu", a-t-il ajouté. Deux enfants font partie des survivants ainsi qu'un ressortissant italien, a-t-il précisé.

Yémen/ Conflit

Risque d'escalade au Yémen après l'échec des pourparlers de Genève

AFP
Dubai/Émirats arabes unis

L'ÉCHEC des pourparlers de paix sur le Yémen traduit la profonde méfiance entre les belligérants et fait craindre une nouvelle escalade militaire, en particulier dans la région stratégique de Hodeida, où de violents combats ont fait 84 morts ces dernières 24 heures. Samedi, des consultations très attendues sous l'égide de l'ONU --les premières depuis plus de deux ans-- ont échoué à Genève avant même d'avoir commencé: après avoir posé des conditions à leur présence, les rebelles Houthis n'ont finalement pas fait le déplacement. Les pourparlers autour de ce conflit, à l'origine de "la pire crise humanitaire" au monde selon les Nations unies, devaient initialement s'ouvrir jeudi. Quelques heures après l'annonce de cet échec cuisant par le médiateur onusien Martin Griffiths, le chef des rebelles Abdel Malek al-Houthi a appelé ses partisans à la "résistance face à l'agression" du gouvernement yéménite, soutenu par une coalition militaire

sous commandement saoudien. Sommant les Yéménites d'"aller aujourd'hui sur tous les fronts", M. Houthi leur a demandé de renforcer "la défense, la sécurité" et de recruter "des volontaires sur le terrain". Les Houthis, qui contrôlent de vastes régions de l'ouest et du nord dont la capitale Sanaa, sont soutenus par l'Iran. Dimanche, des responsables militaires et des sources hospitalières ont annoncé que de "violents" combats ces dernières 24 heures autour de la ville stratégique de Hodeida (ouest) avaient fait 84 morts, 11 parmi des combattants progouvernementaux et 73 dans les rangs rebelles. Le processus de paix que M. Griffiths cherchait à relancer depuis des mois a été sérieusement compromis, estime Aleksandar Mitreski, chercheur sur le conflit yéménite à l'Université de Sydney. "Comme il n'y a pas de processus de paix à respecter, les belligérants n'auront pas de contraintes (...) sur le terrain", prévient-il. L'échec des pourparlers risque aussi de "renforcer

la conviction de la coalition que seules des pertes sur le terrain pousseront les Houthis au compromis", souligne Graham Griffiths, analyste pour le cabinet de conseil Control Risks, basé aux Emirats arabes unis. **Déséquilibre des forces**• Si elles avaient eu lieu, les discussions de Genève auraient été les premières entre le gouvernement yéménite et les Houthis depuis celles qui avaient duré plusieurs mois au Koweït en 2016. Celles-ci avaient buté sur le retrait des rebelles de villes clés, comme Sanaa, et le partage du pouvoir. La délégation des Houthis avait ensuite été bloquée trois mois à Oman en raison du blocus aérien imposé par Ryad au Yémen. Ce précédent a suscité les craintes des rebelles ces derniers jours. Jeudi, les Houthis avaient exigé leur transport dans un avion omanais, le transfèrement de blessés vers Mascate et la garantie de pouvoir rentrer à Sanaa. "Le manque de confiance" et "le déséquilibre des forces sur le terrain" mettent à mal toute tentative de règlement politique, es-

time M. Mitreski. Signe du fossé séparant le gouvernement et les rebelles, aucun face-à-face n'était de toute manière prévu à Genève. Troisième envoyé spécial de l'ONU sur le Yémen depuis le début du conflit en 2014, Martin Griffiths s'est montré extrêmement prudent pour la suite. "Il est trop tôt pour dire quand se tiendront les prochaines consultations", a-t-il déclaré, alors que la délégation gouvernementale lui reprochait de ne pas avoir fait suffisamment "pression" sur les Houthis. Pour M. Mitreski, "l'ONU n'a malheureusement pas la capacité d'être le médiateur" dans ce conflit qui a fait quelque 10.000 morts, en majorité des civils. Moins sombre, l'analyste Graham Griffiths considère qu'"il reste une petite chance que l'émissaire de l'ONU puisse sauver quelque chose". "Les opérations militaires seront probablement freinées par le fait que la conduite de la coalition sera sous une surveillance accrue" au niveau international, explique-t-il. "La seule préoccupation de la coalition menée par

l'Arabie saoudite reste de gérer la réaction de la communauté internationale", renchérit M. Mitreski, alors que l'ONU a alerté sur le sort de huit millions de civils menacés par la famine. Dès vendredi, alors que l'absence des Houthis laissait présager l'issue infructueuse des négociations, des affrontements ont éclaté près de Hodeida. Tenue par les rebelles depuis octobre 2014, Hodeida est hautement stratégique, son port servant de point de transit de 70% des importations au Yémen. Selon des responsables militaires yéménites, les forces progouvernementales ont réussi à atteindre dimanche la route principale reliant la ville portuaire à la capitale Sanaa et d'autres provinces. L'aviation de la coalition sous commandement saoudien a lancé des raids aériens sur cette route appelée "Kilo 16", ont ajouté ces responsables. "Les deux prochains mois seront peut-être cruciaux concernant la lutte pour le contrôle de Hodeida. L'opération militaire (...) pourrait se poursuivre", dit M. Mitreski.

A travers le monde

Grèce : Le Premier ministre grec Alexis Tsipras a promis samedi de baisser les impôts



Photo : AFP

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras a promis samedi de baisser les impôts et d'augmenter le salaire minimum, pour soutenir la reprise économique et engager la "renaissance" de son pays après huit ans d'austérité.

Corée du Nord: Trump salue un défilé militaire "sans missiles nucléaires"

Le président américain Donald Trump a salué dimanche le défilé militaire "sans missiles nucléaires" organisé à Pyongyang pour marquer le 70^{ème} anniversaire de la Corée du Nord, remerciant le leader nord-coréen Kim Jong Un pour cette initiative.